

Les membres CGT du CHSCT du SDIS59

Si l'heure est à la mobilisation contre le virus COVID-19, il n'en reste pas moins que de nombreuses interrogations subsistent dans nos Centres de Secours.

Nous avons tous connus différents risques de pandémie : SRAS, H1N1, EBOLA etc....

De mémoire de pompier, nous n'avons jamais eu à douter de l'utilisation du KIT maladie infectieuse !

A l'échelle nationale, la réaction au marteau pilon contre la propagation du H1N1(2009) avait joué un rôle efficace et la pandémie n'a pas eu lieu.

Selon certains parlementaires et autres politiques, cette campagne victorieuse contre le H1N1 aurait été trop massive et aurait généré du gâchis à concurrence de plusieurs dizaines de millions d'EUROS.

Pour faire court, dans un contexte d'austérité, les différentes politiques de santé publique n'ont été influencées depuis que par des considérations de coût et de gestion de stocks au détriment de la protection et de la santé de la population et des agents.

Un récapitulatif de la manière dont s'est installée l'austérité à l'hôpital sous les gouvernances successives :

- 1983 : tournant de la rigueur, on commence par chiffrer l'activité de l'hôpital.
- Premier mandat Chirac, mise en place de l'ONDAM (Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie),
- Second mandat Chirac, mise en place de la T2A (tarification à l'acte).
- Sous Sarkozy, établissement de la loi Bachelot qui démet les médecins d'une partie de leurs pouvoirs au profit des directeurs d'hôpitaux, non remplacement d'un fonctionnaire sur 2.
- Sous Hollande, loi Touraine : regroupements d'hôpitaux.

Au total, depuis l'an 2000, il y a une suppression de 100 000 lits d'hôpitaux sans parler de la baisse des effectifs.

Nous sommes solidaires de nos collègues hospitaliers puisque nous subissons les mêmes dérives budgétaires. C'est pourquoi, nous réclamons l'application de la procédure maladie infectieuse pour toutes suspicions COVID (tel que mise en place lors du H1N1) et la généralisation des masques FFP2 aux SP sans restrictions.

Nous sollicitons le test systématique COVID pour tous les SP et agents du SDIS. Nous désirons également une prise en charge des TSI (ex tenue SPF1) sur le lieu de travail.

S'il ne nous appartient pas de décider des procédures opérationnelles, nous pouvons déjà dire que la gestion de stocks impose à notre SDIS des restrictions de matériel FFP2, kit maladie infectieuse etc.

Nous avons tous compris que l'austérité et la pénurie de moyens ont mis notre service public en grande difficulté, et que nous devons en subir les conséquences !

Pas question pour nous d'accuser quelques allergiques au confinement ou autres boucs émissaires, ce sont bien les politiques menées et soutenues par les adeptes de l'austérité qui devront nous rendre des comptes !

Et comme l'a stipulé dans son allocution de ce mardi 31 mars 2020, notre Président de la République concède, enfin, qu'il y a et il y aura lieu de changer de politique. Il s'engage à reconnaître l'indispensable souveraineté nationale pour produire localement et développer les services publics au lieu de les démanteler. Il est vrai que cette prise de conscience intervient malheureusement dans un contexte de crise sanitaire qui montre les limites et les dérives des politiques menées successivement. Nous avons donc ce mardi entendu des propos présidentiels lucides qui, espérons-le, aboutiront à des actes concrets, et ce, à tous les niveaux.